



Exposé des motifs

Le présent projet de règlement grand-ducal a comme objectif d'adapter à la hausse le nombre total de l'effectif de la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) dans les groupes de traitements A1, A2 et B1 ainsi que pour les employés assimilés aux employés de l'État et pour les salariés assimilés aux salariés de l'État sans que la limite de 295 unités ne soit dépassée.

Afin de permettre à la CNAP de faire face à une charge de travail en constante augmentation, notamment en matière de traitement des demandes et d'analyse des carrières d'assurance, dont la complexité ne cesse de croître, le renforcement de son cadre de personnel s'avère indispensable. Par ailleurs, la mise en œuvre des projets de digitalisation et de modernisation des procédures requiert également un apport en ressources humaines supplémentaires.

La CNAP a soumis au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale un dossier justificatif circonstancié, détaillant le besoin en renfort de personnel. L'Inspection générale de la sécurité sociale a émis un avis favorable à cette demande d'augmentation, en date du 19 mai 2025 et du 14 juillet 2025.



**Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 24 août 2016
concernant le statut du personnel de la Caisse nationale d'assurance pension.**

Nous Guillaume, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 404 du Code de la sécurité sociale ;

Vu l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ;

Le Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. L'article 2, paragraphe 2, du règlement grand-ducal modifié du 24 août 2016 concernant le statut du personnel de la Caisse nationale est modifié comme suit :

1° À l'alinéa 1^{er}, le terme « quatre » est remplacé par le terme « trois » et les termes « A, B, C et D » sont remplacés par les termes « A, B et C ».

2° L'alinéa 2 est modifié comme suit :

- a) À la deuxième phrase, le terme « deux » est remplacé par le terme « trois » et le terme « vingt-deux » est remplacé par le terme « trente-sept ».
- b) À la troisième phrase, le terme « sept » est remplacé par le terme « treize ».

3° À l'alinéa 3, le terme « cent trente-neuf » est remplacé par le terme « cent soixante-dix-sept ».

4° L'alinéa 5 est supprimé.



Art. 2. Au paragraphe 3, du même règlement, le terme « deux cent vingt-six » est remplacé par le terme « deux cent quatre-vingt-quinze ».

Art. 3. Le ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.



Commentaire des articles

Article 1^{er}

La référence à la catégorie de traitement D figurant au premier alinéa est supprimée, dans la mesure où l'effectif actuel de la Caisse nationale d'assurance pension ne comprend aucun fonctionnaire relevant de ce groupe. Dans le même esprit, l'alinéa 5 de l'article 2 peut également être supprimé.

Dans la catégorie de traitement A, groupe de traitement A1, les fonctions de président et de premier conseiller de direction sont augmentées de deux à trois unités. En outre, le nombre total de l'effectif du groupe de traitement A1 est augmenté de vingt-deux à trente-sept unités et le nombre total de l'effectif du groupe de traitement A2 est augmenté de sept à treize unités. Finalement, le nombre total de l'effectif dans la catégorie de traitement B, groupe de traitement B1 est augmenté de cent trente-neuf à cent soixante-dix-sept unités.

Pour plus de détails, il est renvoyé à l'exposé des motifs.

Article 2

Le nombre total de l'effectif des employés assimilés aux employés de l'État et des salariés assimilés aux salariés de l'État est augmenté de deux cent vingt-six unités à deux cent quatre-vingt-quinze unités.

Pour plus de détails, il est renvoyé à l'exposé des motifs.

Article 3

Formule exécutoire.



Texte coordonné

Chapitre 1er – Catégories du personnel

Art. 1^{er}.

Le personnel de la Caisse nationale d'assurance pension comprend :

- a) les titulaires de la fonction de président et de la fonction de premier conseiller de direction auprès de la Caisse nationale d'assurance pension qui en vertu de l'article 404 du Code de la sécurité sociale ont la qualité de fonctionnaire de l'Etat ; les nominations à ces fonctions sont faites par le Grand-Duc. Leur situation est régie par les lois et les règlements concernant les fonctionnaires de l'Etat, ainsi que par l'article 2 du présent règlement ;
- b) les fonctionnaires assimilés aux fonctionnaires de l'Etat. Pour autant qu'il n'en est pas autrement disposé par le présent règlement, leur sont applicables les lois et les règlements fixant le régime des fonctionnaires de l'Etat ;
- c) les employés assimilés aux employés de l'Etat. Pour autant qu'il n'en est pas autrement disposé par le présent règlement, leur sont applicables les lois et les règlements fixant le régime des employés de l'Etat et
- d) les salariés assimilés aux salariés de l'Etat. Pour autant qu'il n'en est pas autrement disposé par le présent règlement, leur situation est régie par le contrat collectif applicable aux ouvriers de l'Etat.

Chapitre 2 – Cadre du personnel

Art. 2. (1) Le cadre du personnel de la Caisse nationale d'assurance pension comprend les catégories de traitement énumérées aux paragraphes suivants.

(2) Le personnel de la Caisse nationale d'assurance pension ayant le statut de fonctionnaire de l'Etat ou de fonctionnaire assimilé aux fonctionnaires de l'Etat est classé dans les ~~quatre~~ **trois** catégories de traitement A, B, ~~et C et D~~.

La catégorie de traitement A comprend le groupe de traitement A1 et le groupe de traitement A2. Dans le groupe de traitement A1, dans lequel sont également classées la fonction de président et la fonction de premier conseiller de direction auprès de la Caisse nationale d'assurance pension, fixée à ~~deux~~ **trois** unités, le nombre total de l'effectif ne peut pas dépasser



~~vingt-deux~~ **trente-sept** unités. Le nombre total de l'effectif dans le groupe de traitement A2 ne peut pas dépasser ~~sept~~ **treize** unités.

Le nombre total de l'effectif dans la catégorie de traitement B, groupe de traitement B1 ne peut pas dépasser cent ~~trente-neuf-soixante-dix-sept~~ unités.

Le nombre total de l'effectif dans la catégorie de traitement C, groupe de traitement C1 ne peut pas dépasser douze unités.

~~Dans la catégorie de traitement D, le nombre total de l'effectif ne peut pas dépasser une unité.~~

(3) Le cadre prévu au paragraphe 2 peut être complété par des employés assimilés aux employés de l'Etat et par des salariés assimilés aux salariés de l'Etat sans que l'effectif total de la Caisse nationale d'assurance pension ne puisse dépasser deux cent **quatre-vingt-quinze** ~~six~~ unités.

(4) Pour l'application de l'article 16 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat et de l'article 29 de la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat, l'effectif des agents pour le calcul du nombre des postes à responsabilités particulières est vérifié annuellement au 1er janvier.

Chapitre 3 – Compétences des organes

Art. 3. L'application au personnel de la Caisse nationale d'assurance pension des dispositions légales et réglementaires applicables au personnel des administrations et services de l'Etat se fait conformément aux dispositions suivantes :

- 1° le terme « administration » désigne la Caisse nationale d'assurance pension ;
- 2° les termes « au service de l'Etat » sont à remplacer par les termes « au service de la Caisse nationale d'assurance pension » ;
- 3° les termes « Etat luxembourgeois » sont à remplacer par les termes « la Caisse nationale d'assurance pension » ;
- 4° les termes « fonctionnaires de l'Etat » sont à remplacer par les termes « fonctionnaires assimilés aux fonctionnaires de l'Etat » ;
- 5° les termes « stagiaires-fonctionnaires » sont à remplacer par les termes « stagiaires-fonctionnaires assimilés aux fonctionnaires de l'Etat » ;
- 6° les termes « employés de l'Etat » sont à remplacer par les termes « employés assimilés aux employés de l'Etat » ;
- 7° les termes « salariés de l'Etat » sont à remplacer par les termes « salariés assimilés aux salariés de l'Etat » ;



8° sans préjudice des dispositions de l'article 1er, point a) et des dispositions du présent article, les compétences dévolues au Grand-Duc, au Gouvernement, au Conseil de Gouvernement, au ministre du ressort et à l'autorité investie du pouvoir de nomination sont exercées par le comité directeur de la Caisse nationale d'assurance pension ;

9° les compétences dévolues au ministre ayant dans ses attributions la Fonction publique par la loi du 25 mars 2015 déterminant le régime et les indemnités des employés de l'Etat, excepté celles concernant la commission d'appréciation des performances professionnelles, sont exercées par le comité directeur de la Caisse nationale d'assurance pension, l'avis du ministre du ressort n'étant pas requis ;

10° les compétences dévolues au ministre ayant dans ses attributions la Fonction publique, autres que celles visées au point 9 concernant les employés de l'Etat et excepté celles concernant les examens-concours pour l'admission au stage, le changement d'administration et la commission d'appréciation des performances professionnelles, sont exercées par le ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale ;

11° les attributions dévolues au chef d'administration sont exercées par le président de la Caisse nationale d'assurance pension ;

12° pour l'application de la loi du 25 mars 2015 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à un groupe de traitement supérieur au sien et de l'employé de l'Etat à un groupe d'indemnité supérieur au sien, la commission de contrôle est instituée par le comité directeur auquel incombe la décision à intervenir ;

13° les compétences dévolues au membre du Gouvernement pour la saisine du commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire conformément au paragraphe 2 de l'article 56 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, sont exercées par le président de la Caisse nationale d'assurance pension ;

14° par dérogation au point 10°, les fonctionnaires assimilés aux fonctionnaires de l'Etat adressent leur demande de changement d'administration, lorsque celle-ci a pour objet le changement d'une institution de sécurité sociale vers une autre institution de sécurité sociale, aux ministres du ressort des deux institutions concernées, qui accordent ou refusent le changement sur avis des présidents des deux institutions concernées ;

15° les compétences dévolues à l'Administration du personnel de l'Etat par l'article 76 de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois sont exercées par le comité directeur.



Chapitre 4 – Engagement, avancements et cessation des fonctions

Art. 4. Les employés assimilés aux employés de l'Etat et les salariés assimilés aux salariés de l'Etat sont engagés par le comité directeur de la Caisse nationale d'assurance pension sur contrat écrit signé par le président du comité directeur.

Art. 5. Toute admission au stage, toute nomination définitive, toute promotion ainsi que toute démission et toute mise à la retraite des fonctionnaires assimilés aux fonctionnaires de l'Etat de la Caisse nationale d'assurance pension sont documentées par un titre signé par le président du comité directeur.

Chapitre 5 – Examens

Art. 6. Les membres effectifs et suppléants des commissions d'examen sont nommés par le président du comité directeur parmi les agents d'une institution de sécurité sociale ou du département de la sécurité sociale ayant un rang supérieur à celui des candidats à examiner.

Pour chacun des examens visés par le présent règlement et afin de représenter le personnel concerné, un observateur est nommé à chaque fois par le président du comité directeur sur proposition de la Chambre des fonctionnaires et employés publics.

Art. 7. (1) Les examens de fin de stage sanctionnant la formation spéciale des fonctionnaires assimilés aux fonctionnaires de l'Etat relevant du groupe de traitement A1 de la catégorie de traitement A portent sur les matières suivantes :

1. Epreuves portant sur les connaissances du pouvoir exécutif et des procédures administratives, ainsi que sur la réglementation de l'Union européenne (60 points) ;
2. Rédaction et soutenance d'un mémoire sur un sujet fixé par la commission d'examen (120 points).

(2) Les examens de fin de stage sanctionnant la formation spéciale des fonctionnaires assimilés aux fonctionnaires de l'Etat relevant du groupe de traitement A2 de la catégorie de traitement A portent sur les matières suivantes :

1. Epreuves portant sur la législation de la sécurité sociale (60 points) ;
2. Epreuves portant sur la législation professionnelle du candidat (60 points) ;
3. Epreuves portant sur le droit public et administratif et le statut général des fonctionnaires de l'Etat (30 points).

Art. 8. Les examens des fonctionnaires assimilés aux fonctionnaires de l'Etat relevant de la catégorie de traitement B, groupe de traitement B1 portent sur les matières suivantes :

A. Examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale :

1. Epreuves portant sur les connaissances générales en matière de sécurité sociale (60 points) ;



2. Epreuves portant sur les connaissances détaillées sur la législation et la réglementation nationales et internationales en matière d'assurance pension (120 points) ;

3. Rédaction de textes administratifs (60 points).

B. Examen de promotion :

1. Rédaction d'une note administrative (120 points) ;

2. Gestion administrative (60 points).

Art. 9. Les examens des fonctionnaires assimilés aux fonctionnaires de l'Etat relevant de la catégorie de traitement C, groupe de traitement C1 portent sur les matières suivantes :

A. Examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale :

1. Epreuves portant sur les connaissances générales en matière de sécurité sociale (60 points) ;

2. Epreuves portant sur les connaissances détaillées sur la législation et la réglementation nationales en matière d'assurance pension (120 points).

B. Examen de promotion :

1. Epreuves portant sur les connaissances générales en matière de sécurité sociale (60 points) ;

2. Epreuves portant sur les connaissances détaillées sur la législation et la réglementation nationales et internationales en matière d'assurance pension (120 points) ;

3. Rédaction de textes administratifs (60 points).

Art. 10. Les examens des fonctionnaires assimilés aux fonctionnaires de l'Etat relevant de la catégorie de traitement D portent sur les matières suivantes :

A. Examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale :

1. Epreuves portant sur la législation de la sécurité sociale (60 points) ;

2. Connaissances de l'organisation de l'administration publique luxembourgeoise et du statut des fonctionnaires de l'Etat (30 points) ;

3. Pratique professionnelle (60 points).

B. Examen de promotion :

1. Epreuves portant sur la législation en matière de sécurité sociale (60 points) ;

2. Rapports en relation avec les missions du candidat (60 points).

Art. 11. Les examens de carrière des employés assimilés aux employés de l'Etat relevant de la catégorie d'indemnité B, groupe d'indemnité B1, portent sur les matières suivantes :



1. Epreuves portant sur les connaissances générales en matière de sécurité sociale (60 points) ;
2. Epreuves portant sur les connaissances détaillées sur la législation et la réglementation nationales et internationales en matière d'assurance pension (120 points) ;
3. Rédaction de textes administratifs (60 points).

Art. 12. Les examens de carrière des employés assimilés aux employés de l'Etat relevant de la catégorie d'indemnité C, groupe d'indemnité C1, portent sur les matières suivantes :

1. Epreuves portant sur les connaissances générales en matière de sécurité sociale (60 points) ;
2. Epreuves portant sur les connaissances détaillées sur la législation et la réglementation nationales en matière d'assurance pension (120 points).

Art. 13. Les examens de carrière des employés assimilés aux employés de l'Etat relevant de la catégorie d'indemnité D portent sur les matières suivantes :

1. Notions indispensables sur l'organisation de la sécurité sociale (60 points) ;
2. Rapports en relation avec les missions des candidats (60 points) ;
3. Connaissances de l'organisation de l'administration publique luxembourgeoise et du statut des fonctionnaires de l'Etat (30 points).



Fiche financière

La présente fiche financière se base sur la demande d'augmentation du cadre du personnel de la Caisse nationale de pension (CNAP). Suivant l'augmentation de 69 unités avisée favorablement par l'Inspection générale de la sécurité sociale, une modification au niveau de certains groupes de traitement et groupes d'indemnité a été proposée par la CNAP, sans que la limite de 295 unités ne soit dépassée.

Le tableau suivant illustre pour une période de trois ans (2026-2028) les coûts supplémentaires approximatifs qui découlent de l'augmentation de l'effectif telle proposée par la CNAP dans sa lettre du 28 mai 2025. Ceux-ci sont calculés sur base des paramètres sociaux et des rémunérations des agents de l'Etat à appliquer à partir du 1^{er} janvier 2026 parts patronales incluses, compte tenu des adaptations ayant eu lieu au 1^{er} mai 2025. Le total comprend la rémunération annuelle y compris le treizième mois.

À noter que dans les groupes d'indemnité, le 4^{ième} échelon n'est atteint qu'en deuxième année de période d'initiation alors que dans les groupes de traitement le 4^{ième} échelon est applicable pendant toute la durée du stage.

Carrière	2026	2027	2028	Total
GTA1 (15 unités)	1.810.734,75 €	1.840.798,05 €	1.871.210,85 €	5.522.743,65 €
GTA2 (6 unités)	592.216,80 €	602.049,24 €	611.996,04 €	1.806.262,08 €
GTB1 (38 unités)	2.738.824,92	2.784.297,24 €	2.830.298,14 €	8.353.420,30 €
NB1 (4 unités)	261.957,00 €	278.660,64 €	283.264,56 €	823.882,20 €
NC1 (6 unités)	324.070,50 €	338.320,86 €	343.910,40 €	1.006.301,76 €
Total coût (69 unités)	5.727.803,97 €	5.844.126.03 €	5.940.679,99 €	17.512.609,99 €